

## Retour d'expérience sur l'organisation de l'étude prospective nationale 2012 sur les contaminants émergents dans les milieux aquatiques. Rapport Final



Ce document constitue un retour d'expérience sur l'étude prospective 2012. Cette action a été encadrée par un comité de pilotage présidé par la DEB (Direction de l'Eau et de la Biodiversité, MEDDE) et constitué notamment de l'ONEMA, des Agences de l'Eau et des Offices de l'Eau. L'ONEMA a été désigné maître d'ouvrage et a assuré la plus grande partie du financement. Il a fait appel à des opérateurs publics (INERIS, BRGM, IFREMER) pour assurer la mise en œuvre technique et à AQUAREF pour l'élaboration des prescriptions techniques et le suivi des travaux analytiques. La DEB a également demandé à l'INERIS de nommer un chef de projet pour coordonner l'ensemble de l'étude. Une coordination centralisée a permis de respecter les délais, bien que contraints, de mise en œuvre de l'étude (passation des marchés et des conventions avec les laboratoires de recherche) et un suivi journalier du respect du planning des prélèvements et surtout de l'acheminement conforme au cahier des charges vers les laboratoires d'analyse. La coordination centralisée a également permis d'avoir un seul interlocuteur entre maître d'ouvrage (ONEMA), experts techniques, préleveurs et laboratoires d'analyse, avec un gain non négligeable de réactivité vis à vis des problèmes nécessitant des décisions rapides. Les analyses ont été effectuées au sein de 6 laboratoires de recherche académiques : le LPTC (Université Bordeaux I), l'ISA (Université de Lyon), le LHE (Université Paris VI), le LCABIE (Université de Pau et des pays de l'Adour), le BRGM (Orléans) et le CEDRE (Nantes). Malgré les contraintes logistiques et organisationnelles rencontrées, le fait d'avoir associé les équipes académiques suffisamment en amont du projet depuis le choix des substances jusqu'au rendu des données individuelles, leur a permis de s'impliquer fortement tant d'un point de vue du temps consacré à l'étude, que de l'investissement matériel pour trouver les solutions les plus appropriées. C'est en grande partie une des raisons de la réussite de ce projet. Par ailleurs, la démarche retenue (1 substance = 1 seul laboratoire) a permis de disposer d'un jeu de données homogène et comparable à l'échelle nationale. Compte tenu de la complexité des cahiers des charges et des contraintes budgétaires et administratives, deux mois supplémentaires soit 6 mois au total, pour la rédaction et la passation des marchés se sont avérés indispensables. Le suivi des cahiers des charges par les différents intervenants (préleveurs, transporteur et laboratoires d'analyse) a permis d'être réactif face à tout dysfonctionnement observé (cassé, perte d'échantillons, retard de livraison). La prise en compte du paramètre maintien de la température dans les cahiers de charges pour l'appel d'offre glacières s'est avéré efficace. Pour une prochaine étude, il serait judicieux de suivre la température de toutes les enceintes entre le prélèvement et l'ouverture de l'enceinte au laboratoire. Par ailleurs, les glacières se sont avérées inadéquates vis-à-vis des conditions de terrain spécifiques à certains DOM par leur volume trop important. Des solutions alternatives devraient être envisagées pour ces points très spécifiques que ce soit dans le cadre d'une étude prospective ou dans la surveillance habituelle. Concernant la partie bancarisation des données, la mise en place d'un format unique de saisie et la centralisation au niveau national avant traitement des données ont été appréciés lors de l'exploitation des résultats. Les résultats obtenus avec les outils biologiques montrent qu'il faut profiter de ce type de campagne à grande échelle pour acquérir des connaissances nouvelles sur les outils émergents et apporter des réponses complémentaires aux analyses chimiques. La rédaction d'une note de cadrage validée par le COPIL de l'étude sur les modalités d'exploitation de premier niveau a permis d'exploiter les résultats rapidement en répondant aux besoins immédiats du maître d'ouvrage. Globalement l'étude a coûté environ 3 Millions d'euros, avec la moitié des coûts dédiés aux analyses. La durée totale de l'étude a été de quatre ans : un an et demi pour la conception de l'étude, un an et demi pour la mise en œuvre et un an d'interprétation des données et de diffusion des résultats.

**Auteurs du document :** BOTTA F., INERIS

**Obtenir le document :** [ONEMA](#)

**Diffuseur des métadonnées :** ONEMA

**Mots clés :** R&D, POLLUANTS EMERGENTS, EAU, SEDIMENTS, COORDINATION CENTRALISEE, LABORATOIRE DE RECHERCHE, BASES DE DONNEES

**Thème (issu du Text Mining) :** POLLUANTS, TYPOLOGIE DES EAUX

**Date :** 2014-05-01

**Type de ressource :** Rapport d'étude

**Format :** text/xml

**Identifiant Documentaire :** 2014.007

**Source :** Rapport d'étude. Convention Onema - Ineris 2013-2015. 54p. + ann. 127p.

**Langue :** Français

**Droits d'utilisation :** Accès libre

**Télécharger les documents :** [http://oai.afbiodiversite.fr/cindocoai/download/PUBLI/835/1/2014\\_007.pdf\\_18343Ko](http://oai.afbiodiversite.fr/cindocoai/download/PUBLI/835/1/2014_007.pdf_18343Ko)  
[http://oai.afbiodiversite.fr/cindocoai/download/PUBLI/835/2/2014\\_007synthese.pdf\\_36Ko](http://oai.afbiodiversite.fr/cindocoai/download/PUBLI/835/2/2014_007synthese.pdf_36Ko)

**Emprise nationale :** FRA

**Permalien :** <https://www.documentation.eauetbiodiversite.fr/notice/retour-d-experience-sur-l-organisation-de-l->



Ce portail, créé et géré par l'Office International de l'Eau (OIEau), est géré avec l'appui de l'Office français de la biodiversité (OFB)

